



Votre ciment de qualité supérieure pour de solides constructions.



Le Quotidien de l'économie

Le Quotidien de l'Économie @Quotidieneco

FORÊTS
Plus d'un milliard FCFA de RFA échappe aux communes forestières

400 FCFA www.quotidienconomie.com

Le journal de la valeur ajoutée

Lire notre Cahier Agro-business Pp 5-8

Le Quotidien de l'économie • N°01376 du Mardi 12 septembre 2017 • Directeur de la publication : Thierry Ekouti • Tél : (237) 242 00 17 31 / 243 42 88 32 • E-mail : quotidien_economique@yahoo.fr

TÉLÉCOMS

Page 2

Retrait de la licence de Vodafone en cours de téléchargement



Depuis le 31 août, le DG de l'Art a reçu l'autorisation de la ministre des Postes et télécommunications de signifier à cette entreprise qu'elle n'a plus le droit d'opérer au Cameroun.

FORMATION

Lire notre Cahier Agro-business Pp 5-8

Le tableau noir de la formation agricole



A l'occasion de la rentrée scolaire et académique 2017-2018, Le Quotidien de l'économie présente l'aperçu du système de formation en agriculture.

COOPÉRATION



L'appui budgétaire de l'UE remplace le prêt projet

Une formation des responsables des ministères sectoriels directement impliqués dans la mise en œuvre du nouvel instrument d'octroi d'aide se déroule depuis hier à Yaoundé.

Page 3

JACKPOT PRO

nexttel

APPELS, SMS ET DATA NON STOP !
COMPOSEZ *860#

www.nexttel.cm
nexttelcameroon
@nexttel_Camer

Vérification des bonus : *860*1#
Vérification du bonus SMS cil net : *807*1#

TÉLÉCOMS

Retrait de la licence de Vodafone en cours

Depuis le 31 août, le DG de l'Art a reçu l'autorisation de la ministre des Postes et télécommunications de signifier à cette entreprise qu'elle n'a plus le droit d'opérer au Cameroun.

La ministre des Postes et télécommunications estime que le temps des conciliabules est terminé dans le dossier Vodafone. Mme Minette Libom Li Likeng a adressé le 31 août une correspondance au directeur général de l'Agence de régulation des télécommunications (ART) dont les termes sont sans équivoque. Elle demande instamment au régulateur de procéder au retrait de la licence octroyée le 3 mai 2010 à Northwave sur laquelle fonctionne Vodafone, nom commercial utilisé par Afrimax pour fournir des services de 4G LTE sur le marché camerounais. La Minpostel accuse Vodafone d'exercer dans l'illégalité depuis le lancement de ses activités le 23 septembre 2016 à Douala. Selon Mme Libom Li Likeng, il n'existe plus de licence Northwave car en rachetant 100% des parts de cette entreprise, Afrimax a ipso facto éteint sa licence délivrée par son prédécesseur Jean-Pierre Biyiti bi Essam. En effet, en vertu de l'article 30 du décret du PM du 6 avril 2017 fixant les modalités d'établissement et d'exploitation des réseaux et de fourniture

des services de communication électronique soumis à l'autorisation, une licence est « personnelle, incessible et ne confère aucun droit d'exclusivité ».

Le titre provisoire d'exploitation délivré par l'ancien directeur général de l'ART, Jean-Louis Beh Mengue, à Vodafone le 8 janvier 2015 est lui-même devenu nul et non avenue à la suite de la mise en demeure publiée par la ministre des Postes et télécommunications. Selon les termes d'un communiqué signé le 18 janvier 2017, Mme Libom Li Likeng demandait à tous les 22 opérateurs détenteurs d'un titre provisoire à déposer à ses services les demandes de titres d'exploitation pour une régularisation de leur situation au plus tard le 14 février. Certains opérateurs s'y sont conformés, mais pas Vodafone.

D'après nos informations, la Minpostel est disposée à aller jusqu'à la pose des scellés au siège de Vodafone et ses succursales au Cameroun si cette entreprise s'obstine à ne pas se conformer à la réglementation. Le courroux de Mme Libom Li Likeng est assis sur ce qu'elle perçoit comme une défiance de Voda-



fone-Afrimax, qui concentre son énergie à engager une opération d'extension de ses activités dans les autres villes au Cameroun après Yaoundé et Douala, alors qu'elle se sait en marge de la réglementation. Pis encore : la Minpostel redoute que l'extension de activités d'une société qui a mal à la loi ne provoque de graves problèmes de sécurité au regard de la sensibilité des télécommunications.

Bien avant les parlementaires, les autres opérateurs du secteur des télécoms, notamment Orange Cameroun, MTN Cameroon et Nextel, avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur cette entreprise qui a lancé des services avec la technologie LTE (4G) sans avoir payé de licence spécifique. Ils regrettaient

que malgré ce handicap, Vodafone s'attaque aux mêmes segments de marché que les opérateurs mobiles. « Cela fait peser un grave risque sur le développement de ce secteur et la préservation des intérêts des investisseurs existants », se plaint un opérateur. D'autre part, les sénateurs ont participé à la décision de Mme Libom Li Likeng. Au cours d'une séance des questions orales aux membres du gouvernement, le sénateur Pierre Flambeau Ngayap s'était interrogé sur le statut de Vodafone dans des termes sans nuance : « Avez-vous délivré une licence à Vodafone ? », avait-il asséné. Réponse sans ambages de la Minpostel : « Vodafone Cameroun ne dispose d'aucun type de licence (première et deuxième

catégories) pour exercer au Cameroun en qualité d'opérateur de communication électronique ».

Au moment de cet exercice parlementaire, qui a eu lieu le 14 juin dernier, Mme Libom Li Likeng avait déjà engagé des discussions avec les représentants de Vodafone Cameroun. Selon des confidences recueillies auprès des responsables du ministère des Postes et télécommunications, Vodafone s'est révélée réfractaire à se conformer à la réglementation, mettant en avant les dizaines d'emplois créés et les impôts à payer. Depuis le 2 août, le dialogue est bien rompu entre les responsables de Vodafone et la tutelle.

Parfait N. Siki

MINPOSTEL-VODAFONE

Afrimax, un géant en difficulté

Déjà présent dans plusieurs pays africains, cet opérateur des télécoms fait une entrée tumultueuse au Cameroun. Une démarche que la maison Vodafone de Londres n'approuve pas forcément.

Afrimax est une société basée en Hollande depuis 2010. Cette entreprise indique sur son site internet qu'elle est active dans le réseau 4G de 13 pays dans le monde et couvre 250 millions de consommateurs. En 2014, Afrimax a signé un accord de marque avec Vodafone, un mastodonte britannique, troisième opérateur mobile dans le monde ayant son siège à Londres en Grande-Bretagne. Afrimax est déjà présent sous la marque Vodafone en Ouganda, en Zambie et au Ghana. Cet opérateur considère le



Antoine Pamboro, Dg | Vodafone Cameroun

Cameroun comme le quatrième marché conquis sous ce prestigieux label commercial. Mais son arrivée est loin de refléter le prestige de la marque britannique, qui affiche au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 31 milliards d'euros,

soit plus de 2 000 milliards de FCFA. En effet, contrairement aux filiales de Orange ou MTN au Cameroun,

qui disposent de concession et ont renouvelé leur licence en 2015 à hauteur de 75 milliards de FCFA chacun, Vodafone a choisi un montage alambiqué pour entrer dans un marché des télécoms en pleine expansion.

Une attitude intrigante aux yeux des responsables du Minpostel, qui sont allés s'enquérir de la relation entre Afrimax et Vodafone en saisissant la maison-mère de Londres. Cette dernière a reconnu l'accord de marque avec Afrimax, mais elle a exprimé sa distance quant aux manœuvres locales de son partenaire au Cameroun. Même l'accord signé entre Afrimax et Camtel est sujet à caution. Les opérateurs existants protestent contre la mise à la disposition par Camtel d'une technologie LTE 4G que le gouvernement ne lui a pas encore octroyée. Camtel, l'opérateur historique, est en principe le 4ème opérateur mobile au Cameroun à la suite de la convention signée le 26 septembre 2014 avec le ministre des Postes et télécommunications de l'époque, Jean-Pierre Biyiti bi Essam. Selon les propres informations de Camtel, cet accord est une entrée « dans la norme GSM (Global System for Mobile communications), une norme numérique de seconde génération

mais très dominante sur le marché des services 2G et 2.5G ». Donc pas de 3G ou même 4G sans une convention spécifique.

Le partenariat entre Afrimax-Vodafone et Camtel est ainsi assis sur une base contestée par les autres opérateurs. Ce que ces derniers ne savent pas, c'est qu'il y a aussi à redire de la relation entre ces deux partenaires. Ils ont annoncé la signature le 19 juillet à Yaoundé d'un partenariat stratégique de partage de réseau qui permettra à Vodafone Cameroun de couvrir efficacement les populations de Yaoundé et Douala et d'étendre son réseau aux autres villes du territoire national. Même si Antoine Pamboro, Dg de Vodafone Cameroun, et David Nkoto Emame, Dg de Camtel, étaient bien présents, les documents du partenariat n'ont réellement pas été signés, selon le compte rendu fait par David Nkoto Emame. A preuve, Camtel n'a jamais produit de communiqué annonçant ce partenariat.

Vodafone Cameroun, qui a consenti d'importants investissements pour son installation, n'a pas intérêt au bras de fer engagé avec les autorités camerounaises.

PNS

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

L'appui budgétaire de l'UE remplace le prêt projet au Cameroun

Une formation des responsables des ministères sectoriels directement impliqués dans la mise en œuvre du nouvel instrument d'octroi d'aide se déroule depuis hier à Yaoundé.



« Dans le cadre du partenariat entre le Cameroun et l'Union européenne, le gouvernement du Cameroun a marqué son accord en 2016 pour passer de l'approche (projet) à l'approche (appui budgétaire), comme modalité privilégiée pour la coopération au développement. En faisant recours à la modalité de l'appui budgétaire, le gouvernement est le seul responsable de l'atteinte des objectifs de développement et des réformes qui les sous-tendent. Ce qui n'était pas le cas auparavant ». Cette déclaration est de Jean Tchoffo, Secrétaire général du ministère de l'Économie (Minepat), de la planification et de l'aménagement du territoire qui prenait part hier à l'ouverture du séminaire de for-

mation sur l'appui budgétaire de l'Union européenne au Cameroun. Ledit séminaire qui s'achève le 15 septembre 2017 est consacré au renforcement des capacités des responsables des ministères sectoriels directement impliqués dans la mise en œuvre de l'appui budgétaire sectoriel (ABS) que l'UE apporte au Cameroun.

Selon Jean Tchoffo, l'appui budgétaire sectoriel marquera une étape décisive dans le processus d'implémentation effective de l'appui budgétaire par l'UE en faveur du Cameroun. « Je me

Un atelier lors de la formation à l'appui budgétaire

réjouis en effet qu'une nouvelle forme de partenariat, l'appui budgétaire, est en train de s'inscrire dans le cadre de notre coopération au développement. C'est aussi une réponse de l'UE aux engagements pris dans la déclaration de Paris, notamment celui de privilégier les modalités qui permettent une meilleure appropriation de ressources mobilisées par les pays bénéficiaires. C'est dans cet esprit que

le gouvernement du Cameroun et la délégation de l'UE ont conjointement finalisé une proposition de financement pour un appui budgétaire de 96 millions d'euros soit environ 62 milliards de FCFA sur la période 2017-2019 », a expliqué Erja Kaikkonen, chef de division politique de la délégation de l'UE au Cameroun. À travers cet appui, l'UE veut aider le gouvernement camerounais à renforcer la productivité agricole et l'efficacité de l'action publique.

Cette dernière a par ailleurs ajouté qu'en concluant prochainement un

accord sur un appui budgétaire sectoriel, le Cameroun deviendra ainsi le 16ème pays à bénéficier de ce type d'appui financier dans le secteur rural au côté de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Rwanda entre autre. « Nous avons pu constater, suite à de nombreuses évaluations que les pays bénéficiant de l'appui budgétaire de l'UE ont connu des progrès plus rapides que les autres pays. Ceci dans les domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'efficacité de l'administration fiscale ou la lutte contre la corruption », argumente Erja Kaikkonen. En effet, l'objectif pour tout appui budgétaire est de : contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la croissance durable et à la consolidation des démocraties.

« Comme vous le savez, cet appui budgétaire est une bouffée d'oxygène dans un contexte où notre pays fait face depuis 2015 à une conjoncture internationale peu favorable, marquée par la baisse sensible des cours du pétrole et des autres matières premières, ainsi qu'à une conjoncture nationale, du fait de la crise sécuritaire liée aux attaques de la secte Boko Haram et l'afflux subséquent de réfugiés et de déplacés internes », précise Jean Tchoffo.

Hervé Fopa Fongang

Des arnaqueurs utilisent une tenue d'Orange Cameroun

Depuis quelques temps, informe l'opérateur de téléphonie Orange Cameroun ce 11 septembre 2017, « des individus mal intentionnés » se faisant passer pour ses employés en campagne de sensibilisation de sauvegarde des répertoires téléphoniques, procèdent au vol des unités de valeur du compte Orange Money des clients. Quid du mode opératoire ?

Orange explique que, l'arnaqueur se présente chez le client vêtu d'une tenue aux couleurs pour la sauvegarde de son répertoire téléphonique. Ce dernier donne son téléphone et de la carte nationale d'identité du client, l'arnaqueur procède alors à un transfert du compte Orange Money puis efface les traces. Le client ne constate l'arnaque que lorsqu'il interroge le solde son compte après le départ de l'arnaqueur.

« Face à cette situation qui prend malheureusement de l'ampleur sur le terrain et qui est de nature à ternir considérablement à notre image commerciale et institutionnelle, Orange Cameroun invite à la prudence et à la vigilance », conseille l'opérateur de téléphonie mobile. Il ajoute que, la meilleure façon d'éviter d'être victime de ce type de fraude est de bien la connaître. La direction Qualité et contrôle des risques martèle de ne pas se fier à la tenue d'une personne pour l'identifier comme l'employé Orange mais plutôt à son badge avec photo. Orange suggère de ne pas utiliser son année de naissance comme code pour le compte Mobile Money.

PÉTROLE

La SNH a servi 5 milliards de dividende à l'Etat en 2016

La Société nationale des hydrocarbures a également transféré au Trésor public, la somme cumulée de 291,244 milliards de FCFA en 2016, sur une prévision annuelle de 247,2 milliards de FCFA.

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) annonce qu'elle a servi à l'Etat un dividende de 5 milliards de FCFA et payé un impôt sur les sociétés de 1,128 milliard de FCFA. En dehors du volet dividende, les ventes effectuées par la SNH ont permis de transférer au Trésor public, après déduction des charges de production, la somme cumulée de 291,244 milliards de FCFA en 2016, sur une prévision annuelle de 247,2 milliards de FCFA.

Toutes ces performances financières ont été atteintes, d'après la SNH, grâce à une production nationale de pétrole brut qui s'est établie en 2016 à 33,69 millions de barils, soit presque au même niveau qu'en 2015 (34,97 millions de barils). « Cette stabilité de la production a notamment été rendue possible grâce au forage de 8 puits producteurs dans le bassin du Rio del Rey, qui ont permis de

mettre en lumière des réserves additionnelles d'huile estimées à 24,49 millions de barils », relève la Société nationale des hydrocarbures. L'autre partie des ressources financières de la SNH provient de la production gazière qui s'est, quant à elle, établie à 12 612,5 millions de pieds cubes contre 13 048,2 millions de pieds cubes en 2015.

Les principaux types de brut camerounais commercialisés par la SNH sont : Kolé (vendu par cargaisons de 950 000 barils), Lokélé (vendu par cargaisons de 650 000 barils) et Ebomè (vendu par cargaisons de 400 000 barils). Ils ont généré un chiffre d'affaires de 816,305 millions de dollars US, en baisse de 23,66% par rapport à 2015. La SNH a, par ailleurs, livré 9 764 millions de pieds cubes de gaz naturel à la centrale thermique de Kribi. Ces quantités de gaz correspondent à une production d'électricité de 125 MW, soit



Adolphe Moudiki, DG de la SNH

58% de la capacité de la centrale. La vente de ce gaz, combinée à la quote-part de l'Etat dans les recettes de l'association Sanaga Sud, a généré des recettes s'élevant à 19,096 milliards de FCFA pour l'Etat, en baisse de 2,84% par rapport à 2015.

Bémol tout de même. Le budget des investissements de produc-

tion de la SNH a été ramené de 311,72 millions USD à la clôture de l'exercice 2016, à 285,45 millions USD pour 2017. En raison de cet amoindrissement des investissements et du déclin naturel des champs matures, la production pétrolière s'est établie à 9,74 millions de barils au 30 avril, en baisse de 20,8 % comparative-ment à la même période de l'année précédente.

S.A

AFRIQUE CENTRALE

Frédéric Descours, directeur régional d'Air France

Il remplace à ce poste, Pierre Muracciole, qui est devenu, le 1er septembre 2017, directeur de la région Afrique du Nord & Sahel de la compagnie aérienne franco-néerlandaise.



Air France KLM pour l'Afrique centrale a un nouveau commandant de bord. Il s'agit de Frédéric Descours, qui occupe le poste de directeur régional du groupe franco-néerlandais, basé à Libreville depuis le 1er août 2017. Il succède à Pierre Muracciole qui est devenu, le 1er septembre 2017, directeur de la région Afrique du Nord & Sahel ((Algérie, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Maroc, Tunisie). Frédéric Descours a rejoint le groupe Air France KLM en 2008 à Sydney en tant que directeur du Centre de relations clients pour l'Asie et le Pacifique, couvrant

9 marchés. Mais avant de rejoindre la compagnie aérienne, écrit le groupe dans un communiqué de presse, il a travaillé au sein de grands groupes comme Pinault Printemps Redoute (français), Bertelsmann (Allemand) ou Soul Patinson (Australien). En 2011, Frédéric Descours occupe

Frédéric Descours, le nouveau directeur régional de Air France

une fonction similaire à celle de l'Australie à Londres pour l'ensemble du marché Europe (12 pays). Le parcours sera brillant puisque celui-ci lance notamment un service client via les réseaux sociaux. En

2015, il est nommé directeur Air France KLM pour le Danemark et l'Islande, où il développe fortement son activité avec 25 vols par jour au départ de sa zone. Frédéric Descours est diplômé en commerce et marketing de l'université d'Evry et en administration économique et social à l'université La Sorbonne à Paris.

Même si le communiqué de presse qui rend publique cette nomination de Frédéric Descours à ce poste n'en dit pas plus sur les défis qui l'attendent sur place, il n'en demeure pas moins qu'il arrive en Afrique centrale dans un contexte où la concurrence se densifie dans le ciel. Au Cameroun, où elle couvre des villes comme Douala et à Yaoundé à raison de 7 à 11 vols par semaine, elle devra se battre pour garder le cap. Même si en 2016, elle a sollicité auprès de l'Autorité aéronautique (CCAA), une augmentation de fréquence sur le Cameroun, en même temps que des compagnies aériennes telles que Turkish Airlines, ou encore Ethiopian Airlines et Kenya Airways.

22% du marché camerounais

Selon des données de l'Autorité aéronautique (CCAA) datant de 2012, Air France-KLM contrôle 22% du marché du transport aérien au Cameroun, de même que cette compagnie a la main mise sur 55% du fret aérien dans le pays. Les mêmes sources renseignent par ailleurs que cette compagnie aérienne avait, en 2012, transporté jusqu'à 187 000 passagers, effectuant au passage quelques 1000 vols sur le Cameroun. Un nombre de vols qui s'est sans doute amélioré depuis cinq ans, comme le reconnaît un employé de la compagnie à Douala. Surtout qu'Air France est passée, depuis le 28 octobre 2013, de 3 à 4 vols/semaine au départ de Yaoundé ; et de 7 à 11 vols par semaine entre le Cameroun et Roissy Charles de Gaulle, en France. D'après la CCAA, 17 compagnies aériennes desservent à ce jour le Cameroun. En 2012, celles-ci avaient transporté plus d'1 million de passagers.

CH

Hysacam poursuit son déploiement

La société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) poursuit son déploiement à travers le pays. Après Bamenda le 22 février dernier, c'est à Kumba dans la région du Sud-ouest, qu'Hysacam va lancer ses activités, le 20 septembre 2017. La durée du contrat qui lie la ville de Kumba au leader de la propreté urbaine au Cameroun est de 05 ans, apprend-on. L'activité d'Hysacam va porter sur la collecte, le transport et le traitement des ordures ménagères dans les trois arrondissements que compte la ville. En tout, ce sont 125 tonnes d'ordures qui seront quotidiennement collectées et traitées, précise l'entreprise sur son site web.

Tout comme dans les autres villes du pays, la présence de la société à Kumba aura une incidence sociale puisque de nombreux emplois directs et indirects seront créés. Le chef-lieu du département de la Mémé est la troisième ville de la région du Sud-Ouest qui bénéficie ainsi de l'expertise d'Hysacam, après Limbe et Buea. Mieux, 16 villes camerounaises bénéficient désormais (Yaoundé, Douala, Bafoussam, Ngaoundéré, Garoua, Maroua, Bertoua, Buea, Limbe, Kribi, Edéa, Ebolowa) de la collecte des ordures ménagères d'Hysacam au Cameroun.

Le déploiement de la société dans les grandes villes du pays est rendu possible grâce au renouvellement permanent de sa flotte. En mai dernier, l'entreprise annonçait l'acquisition de 215 camions et d'une vingtaine d'engins lourds. Ces véhicules, longtemps annoncés, ont coûté d'environ 9,83 milliards de FCFA. L'entreprise qui gère des contrats de ramassage des ordures dans les villes camerounaises a bénéficié de l'accompagnement de la société de Promotion et de participation pour la coopération économique (Proparco) pour son achat. Leader de la propreté urbaine au Cameroun, Hysacam doit collecter 1 268 tonnes d'ordures ménagères chaque jour dans la ville de Yaoundé. Malheureusement ces efforts d'assainissement sont sapés par l'incivisme des populations qui volent ses bacs à ordures.

SPIRITUEUX

Le « Scotch whisky » désormais embouteillé au Cameroun

« Black & white », whisky conditionné par Guinness Cameroun, a été officiellement mis sur le marché local jeudi dernier à Douala.

C'est fait. Guinness Cameroon S.A., la filiale locale du groupe Digeao, a présenté le jeudi 07 septembre 2017 à Douala, son nouveau Scotch whisky, le premier du genre à être embouteillé au Cameroun et en Afrique. Le « Black & white » est, d'après Mwaura Kimani, DG de la société, un whisky écossais doux, épicé avec un soupçon de fumée parfaitement équilibré. Son introduction sur le marché intervient à la suite de l'obtention des autorisations nécessaires à son conditionnement hors d'Ecosse après quatre années de négociations.

Bien plus, la brasserie démontre qu'elle dispose de la technologie adéquate pour mettre en bouteille localement le Scotch whisky dont une loi de 1988, stipule qu'il doit être distillé et vieilli en Ecosse pendant trois ans et un jour. « Guinness Cameroon S.A. est ainsi mis en avant grâce à sa technologie

de pointe et au savoir-faire camerounais permettant de garder les standards extrêmement élevés de la marque Black & White classée 2ème au monde en terme de croissance dans la catégorie des whiskies », déclare Solange Kuimo, directrice Marketing et innovation dans le groupe britannique.

En effet, le 15 février 2017, le géant des boissons alcoolisées présentait au public sa première chaîne portable de production et d'embouteillage des spiritueux au Cameroun. Cette ligne de conditionnement a pour but de permettre à la société d'innover à grande échelle pour répondre aux demandes des consommateurs. Aussi, ce nouvel outil de pointe représentant un investissement d'un peu plus de 2,3 milliards de FCFA, va permettre à la société de réduire la consommation de l'alcool artisanal dont l'origine reste douteuse ; et d'accroître ses parts de marché.



Black & white arrive dans un contexte où le Cameroun est le 5ème plus grand marché de Guinness au monde

Black & white arrive dans un contexte où le Cameroun est le 5ème plus grand marché de Guinness au monde. Elle compte environ 430 employés « passionnés » et « talentueux » qui sont fiers de travailler pour l'entreprise. L'entreprise brassicole revendique 32 distributeurs et partenaires couvrant le territoire national. « Nous nous efforçons de devenir la société de

produits de consommation la plus fiable et la plus respectée au Cameroun », indique un responsable de l'entreprise. Destiné aux 21 ans et plus, ce whisky d'origine écossaise se vend aux prix de 4 500 FCFA pour la bouteille de 500ml et 200 ml à 1 300 FCFA. Outre la Guinness, Diageo commercialise également sur le marché camerounais des spiritueux et des vins de marque tels que Johnny Walker, J and B, Baileys, Crown Royal, Cuervo, Captain Morgan...

Christian Happi

CHAMP TOTAL

CACAO-CAFÉ

Coup de semonce sur le plan de relance

Il était certainement très ambitieux, au point pour les « Thomas » d'y accorder très peu de crédibilité. Peut-être avaient-ils raison. Et d'ailleurs le gouvernement, son propre initiateur pourrait en faire partie, lui qui en le logeant au Premier ministre, cimetière de tant de grands projets au Cameroun a entamé sa marche funéraire. Le plan de relance de la filière cacao-café va en effet dès cette campagne cacaoyère est désormais sur les rails, subir l'un de ses coups fatals. En effet, sa source nourricière va subir une véritablement cure d'amaigrissement. La redevance à l'exportation qui était sensée financer ce plan de relance, va en effet voir son montant divisé en deux, passant de 150 FCFA à 75 FCFA. Calculée en main, des 150 milliards de FCFA qui étaient attendus de cette redevance en 2015 par exemple, l'on devait plutôt miser sur seulement 75 milliards, dans les comptes du Fonds de développement du cacao (Fodecc), où sont logés les fonds issus de cette redevance. D'où viendront donc les 600 milliards de FCFA nécessaires pour l'implémentation de ce plan de relance, pourrait-on se demander, surtout au moment où le Cameroun manque tant d'argent au point de réclamer à cors et à cri la réduction du train de vie de l'Etat. Mais à la vérité, si le gouvernement dans sa recherche des solutions de sortie de crise dans laquelle est enlisée actuellement la filière cacao, a choisi de ponctionner cette redevance pour garantir un peu plus de revenus aux producteurs, via les exportateurs qui devraient répercuter l'incidence de cette mesure sur le prix d'achat du cacao bord champ, ce qui est sans commune mesure une bonne chose, mais cette mesure consacre la mort programmée du plan de relance de la filière cacao-café. Certainement, cela n'est pas fait au hasard, car le gouvernement a dû comprendre que ce plan de relance est irréalisable. La preuve, à trois années de son échéance, aucun acte palpable n'a été posé par la structure chargée de sa mise en œuvre logée dans les services du Premier ministre. Pire encore, il n'y a aucune visibilité sur le calendrier des activités à mener sur le terrain pour atteindre les 600 000 tonnes de cacao, 150 000 tonnes pour le café robuste et 35 000 tonnes pour le café arabica à l'horizon 2020

B.N



AGROPASTORALE

Le Prodel pour soigner les maladies du secteur de l'élevage

Sur financement de la Banque mondiale, le Projet de développement de l'élevage (Prodel) amorce sa phase opérationnelle avec le recrutement des personnels chargés de l'implémentation.

L'élevage camerounais est malade. De nombreuses maladies causées par les antimicrobiens et antiparasitaires détruisent les espoirs des petits comme de grands éleveurs au Cameroun. Selon les conclusions du Plan de gestion des antiparasitaires et des antimicrobiens (PG2A), les Trypanosomoses animales africaines (TAA) par exemple affectent 10% du cheptel. Une situation qui fait perdre aux éleveurs camerounais au moins 50% de la vente de viande et du lait. Soit l'équivalent de 30 milliards FCFA par an. Toujours dans le secteur de l'élevage, l'on signale des pertes financières à cause de la peste porcine, de la maladie de Newcastle ou encore de la fièvre aphteuse qui attaque particulièrement l'élevage des bovins au Cameroun. D'autres conséquences sont signalées notamment dans la commercialisation des produits sur le marché national ou pour l'exportation.

Pour inverser cette tendance, le gouvernement s'est doté du Projet de développement de l'élevage (Prodel). Son objectif à long terme est d'améliorer de façon durable, l'autosuffisance alimentaire et assurer la sécurité alimentaire. Le recrutement du personnel en charge de la conduite de ce projet qui a bénéficié d'un financement de 60 milliards FCFA a cours sous la tutelle du ministère de l'Elevage, des

pêches et des industries animales (Minepia). Dans le principe, ce personnel interviendra aussi bien dans les systèmes d'élevage extensifs qu'intensifs. Il s'agit donc prioritairement d'un projet orienté pour les communautés pastorales et les exploitations familiales ainsi que pour les exploitants de petites entreprises d'élevage dans les zones cibles.

Renforcement des services vétérinaires

Selon les projections, les segments production et commercialisation seront mieux valorisés. C'est dans ce cadre qu'environ 120 000 ménages d'éleveurs seront pris en compte. Il s'agira principalement des pasteurs, des organisations d'éleveurs et de leurs instances faitières. Un autre volet du Prodel permettra de toucher les opérateurs et entreprises privés de petites et moyennes tailles. Dans cette catégorie, le Prodel touchera 20 000 opérateurs privés. Et dans une approche inclusive, les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et autres personnes à risque ainsi que les services publics et privés d'appui à l'élevage seront pris en compte. Le Prodel a choisi de s'intéresser en priorité à la valorisation des filières : bovin-lait, bovin-viande, petits ruminants, porcs, volailles et miel dans les différentes zones d'inter-

vention.

Le Prodel sera particulièrement prompt à améliorer l'offre de services à l'élevage par un renforcement des services vétérinaires, en particulier les systèmes de détection précoce et la surveillance épidémiologique. Selon les documents du Prodel, un appui particulier sera apporté aux installations frigorifiques, les équipements et la formation du personnel des services vétérinaires sur la collecte et le traitement des données zoo sanitaires, la surveillance et contrôle des maladies animales. Toujours dans l'offre de service à l'élevage financé à hauteur de 24 millions de dollars, un appui sera apporté au Laboratoire national vétérinaire (Lanavet) afin d'augmenter l'approvisionnement en vaccins.

Plan d'intervention en cas de crise

Dans le volet amélioration de l'accès à des intrants de qualité financé suivant les prévisions à hauteur de 4 millions de dollars, le Prodel ambitionne d'élaborer une stratégie et un plan d'investissement pour l'amélioration génétique et alimentaire ainsi que la promotion des bonnes pratiques dans les productions d'aliments au niveau des exploitations notamment la production des semences et des pâturages améliorés entre autres. Ce nouveau dispositif soutenu par la Banque mondiale entend aussi faciliter la mise en place d'une stratégie de promotion d'investissements dans le secteur de l'élevage. C'est ainsi que des préalables sont annoncés avec le renforcement des services de

contrôle des normes de qualité des produits d'élevage commercialisés. Les éleveurs eux pourront grâce aux « maisons d'éleveurs » avoir des informations fraîches sur la filière. Pour montrer sa détermination à soigner les maladies de l'élevage, les concepteurs du Pro-



120 000 ménages d'éleveurs et 20 000 opérateurs et entreprises privés de petites et moyennes tailles seront pris en compte par le Projet de développement de l'élevage (Prodel) financé par la Banque mondiale.



del ont mis un accent particulier sur l'élaboration d'un plan d'intervention en cas d'une crise affectant le secteur de l'élevage.

Pierre Nka

FORMATION

Le tableau noir de la formation agricole au Cameroun

Engagé dans la transformation de son agriculture depuis l'annonce de la politique visant à faire une agriculture de seconde génération en 2011, le Cameroun peine à arrimer son système de formation aux potentiels des vastes étendues de terre arables non encore mis en valeur. A l'occasion de la rentrée scolaire et en cette année académique 2017-2018, Le Quotidien de l'économie présente l'aperçu du système de formation dans le secteur agricole à tous les cycles d'enseignement.

Par Pierre Nka

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'unique lycée agricole est ouvert à Yabassi

Ouvert aux jeunes depuis novembre 2016, cet établissement engage sa seconde année à Yabassi alors que des modèles similaires sont attendus dans d'autres localités du pays.



Le deuxième concours d'entrée en classes de première année et de seconde au lycée technique et professionnel agricole de Yabassi a été lancé en juillet 2017. Il s'agit de la deuxième vague d'apprenants âgés de 14 à 22 ans si l'on s'en tient aux conditions d'admission dérivées depuis novembre 2016, date d'ouverture des portes de cet établissement public de l'enseignement secondaire. Selon les sources gouvernementales, il s'agit du premier lycée dit de « métiers » dans le secteur agropastoral du pays. L'investissement estimé à 8,5 milliards

FCFA a permis de construire une infrastructure futuriste. L'établissement professionnel est constitué d'un bloc administratif, de deux blocs pédagogiques, d'une salle polyvalente, d'ateliers de transformation des produits, de dortoirs pour filles et garçons, de salles de cours, d'un complexe sportif et de logements d'astreinte pour le personnel enseignant.

Selon les estimations de novembre 2016, l'on tablait sur un effectif de 200 élèves devant occuper une superficie de près de 80 hectares. Le cadre et l'environnement de la com-

mune de Yabassi située dans le département du Nkam, région du Littoral sont adaptés à la production agricole. Suivant les prévisions de la municipalité de Yabassi, environ 60% d'actifs opèrent dans le secteur de l'agriculture alors que l'élevage est encore au stade traditionnel avec les spéculations de volailles, porc, chèvres. Cette commune qui s'étend sur 3 080 km² dispose de vastes étendues de terres arables. Y sont pratiquées des cultures de rente cacao, café, plantain, palmier à huile. L'on retrouve aussi des cultures vivrières comme la banane

plantain, le macabo, le taro, l'igname, l'arachide, la patate douce, le haricot, le manioc, le maïs, la tomate, les choux, le piment, la laitue. Yabassi dispose aussi d'un potentiel dans le secteur de la pêche. Mais l'activité est encore au niveau de subsistance avec la prédominance des silures, carpes, tilapias et les crabes.

Avec l'ouverture du lycée technique et professionnel agricole de Yabassi, le Cameroun entend répliquer ce modèle dans d'autres régions du pays. Selon les indiscrétions, le modèle de lycée agricole de Yabassi dans la région du Littoral pourra être repris dans l'Adamaoua, l'Est, le Nord, l'Ouest et le Sud-Ouest du pays. Il s'agit d'une nécessité. Parce que, par le passé le modèle de formation agropastorale reposait sur le réseau d'Ecoles pratiques d'agriculture. Ouverts dans plusieurs régions du pays, seule l'Ecole pratique d'agriculture de Binguela située à une vingtaine de kilomètres de Yaoundé résiste encore au temps.

Les autres « Ecoles pratiques d'agriculture » ont fermé depuis longtemps. Aujourd'hui, l'Ecole pratique d'agriculture de Binguela participe à l'appui à l'entreprenariat agropastoral. En avril 2017 par exemple, cette école a bénéficié de 150 millions FCFA du ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat. L'Ecole pratique d'agriculture de Binguela résiste aussi à l'ère du temps avec la nomination d'une nouvelle équipe dirigeante depuis 2012. C'est elle qui a permis l'ouverture à des partenariats qui associent le secteur agropastoral et celui de la transformation du bois. Etalée sur 124 hectares, l'Ecole pratique d'agriculture de Binguela ouverte aux 15-35 ans, offre des Certificats d'aptitude à la profession agropastorale (CAPA). A défaut de la création d'autres institutions, l'Ecole pratique d'agriculture de Binguela a ouvert une nouvelle annexe à Dimako dans la région de l'Est du Cameroun depuis juillet 2016.

COOPÉRATION

Les campagnes de formations itinérantes en agropastorale de l'AFD

A travers le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle (AFOP) dans le secteur agropastoral, l'Agence française de développement (AFD) a doté le Cameroun d'un système de renforcement des capacités pour une force de travail plus moderne.

Au cours des deux premières phases du programme AFOP entre 2008 et 2016, 75 centres de formations et 26 écoles dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches ont été rénovés. Avec ces nouvelles infrastructures, 2930 jeunes ont été formés. Et conformément au cahier de charges du projet, l'on a observé que les fonds issus du Contrat de désendettement et développement (C2D) ont permis l'installation de 2109 jeunes à travers le financement de leurs micro-projets pour un montant de 3,2 milliards FCFA. L'incidence est telle que près de 2539 emplois indirects

ont été générés.

Le 14 juillet 2017, de nouveaux financements ont été apportés par l'AFD pour la 3^{ème} phase dite de consolidation. D'un montant de 26,2 milliards FCFA, il est attendu une accélération du système de formation et d'insertion dans les zones rurales du Cameroun. Le ministre de l'Economie qui représentait le gouvernement a informé que l'heure était aussi venue pour l'équipe en charge du projet de rechercher des solutions de pérennisation du Programme. En effet, dans le schéma de financement de cette 3^{ème} phase qui court jusqu'en 2022, le gouvernement apportera près de 11 milliards FCFA



alors que les bénéficiaires auront la charge de porter leur contribution à 1,2 milliard FCFA.

Au début du programme AFOP, il était espéré non seulement une formation de 3000 jeunes dans les centres bénéficiant de l'appui d'AFOP, mais aussi un encadre-

Le programme AFOP a permis aux jeunes de se former aux techniques culturales modernes

ment de 13 000 producteurs dans le cadre des formations continues. Quelques pans de ces projections

ont été atteints. Afin de couvrir l'ensemble du pays, le déploiement du personnel d'AFOP épousait les concours d'un découpage en quatre zones. Il s'agit de la zone septentrionale, la zone méridionale et centrale ainsi que la zone côtière et des hauts plateaux. Et pour être au contact des bénéficiaires, des commissions régionales ont été mises en place. C'est là que se déroule le processus d'examen des projets. Par une approche inclusive, le délégué régional de l'Agriculture et celui de l'Elevage et les représentants des organisations professionnelles s'assurent de l'application des projets de création de centres de formations. La particularité du programme AFOP est qu'il permet la prise en compte des candidats de niveau primaire et ceux titulaires d'un baccalauréat. C'est dans cette tranche que se recrutent des énergies susceptibles d'améliorer la production agricole par la création de nouvelle exploitation.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Institut agricole d'Obala veut donner sens à l'agrobusiness

L'initiative portée par un privé depuis 2003 se présente comme une formule de formation théorique et pratique agropastorale dans la ville d'Obala, à une quarantaine de kilomètres de Yaoundé.

Ce ne sont pas les mots qui disent qu'on est à l'Institut agricole d'Obala (IAO). Mais plutôt des actes qui retracent la réalité quotidienne de plus de 700 apprenants qui s'imprègnent de ce « projet éducatif émergent » défini par Louis Ndjé, directeur général du groupe l'IAO. Cette action bénéficie du soutien de la Suisse depuis l'ouverture en 2003. Ouvert avec un effectif de 30 élèves qui suivaient leur cours dans des bâtiments en matériaux provisoires, l'IAO compte aujourd'hui des apprenants dans les cycles complets du secondaire technique et générale mais aussi une ouverture dans la formation universitaire avec un BTS en entrepreneuriat agricole. La première cuvée de ces BTS est sur le marché de l'emploi depuis 2016. A côté de la Suisse, pionnier des partenaires, l'IAO bénéficie d'un soutien de l'Israël. Entre 15 et 20 apprenants bénéficient des bourses annuelles pour aller s'im-

prégner des techniques agricoles de dernières générations en Israël. Il s'agit d'un perfectionnement car, les techniques culturales israéliennes sont déjà implémentées sur le terrain. Il en est ainsi des champs écoles de tomates cultivées par le système goutte à goutte, très adapté pour l'utilisation rationnelle de l'eau dans les localités arides. D'une superficie d'à peine 50 m², les ingénieurs enseignants de l'IAO expliquent qu'il est possible d'avoir un revenu de près de 300 000 FCFA si les techniques culturales sont bien maîtrisées.

La coopération française est également l'un des partenaires qui accompagnent ce projet porté par Louis Ndjé, ingénieur sorti des écoles françaises en 1999 et qui, avec le groupe IAO, matérialise le contenu de son mémoire de fin d'études dans le bassin de production de la Lékié. L'école bénéficie aussi des subventions du ministère des Enseignements secondaires et



celui du ministère de l'Agriculture et du développement rural. Le ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle n'a pu résister au point où des conventions de partenariat pour des formations dans les différentes régions du pays sont signées afin de donner une plus-value au travail des seigneurs de la terre.

Esprit entrepreneurial dans la formation

Tous ces partenariats permettent aux étudiants de passer de la théorie à la pratique. Aussi, est-il récurrent de trouver des élèves à la pause de 10 heures se diriger vers l'unité de transformation des fruits de l'école entreprise. Au cours de leur formation, certains

apprenants spécialisés dans la transformation de l'ananas produisent des jus 100% bio qu'ils vendent durant les pauses à 500 FCFA la bouteille. A plein régime, 100 bouteilles sont écoulées par semaine. Tropicam est le label trouvé pour la commercialisation à grande échelle. Les premiers clients sont les enseignants et les visiteurs.

Pour assurer la bonne marche de la chaîne de production, des champs écoles, sont disséminés sur le site de trois hectares qui abritent l'école mais aussi dans d'autres sites. Notamment Batchenga où se trouve un champ semencier de maïs et dans la localité de Bilong qui sert de ranch expérimental pour l'élevage dans des spéculations variées. C'est le sens

de la formation duale que défend l'équipe pédagogique de l'IAO. En effet, cette approche pédagogique offre la possibilité aux agriculteurs ou aux candidats dès la classe de 6ème, d'acquérir des compétences pratiques dans un domaine de la production agropastorale, de la gestion des entreprises agropastorales ou de la commercialisation. La possibilité est aussi offerte pour les formations modulaires à l'intention du grand public. L'on y retrouve des agents des communes, des membres des coopératives, des associations ou des organismes actifs dans le développement. Et les produits de la ferme située à Bilong à une dizaine de kilomètres de l'IAO sont écoulés dans les grandes surfaces du Cameroun.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La FASA étend ses antennes à Bafia

La faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA), une école de l'université de Dschang tient à relever le pari de la formation universitaire dans le domaine agropastoral. D'autres établissements publics de niveau supérieur sont ouverts à Douala, Ngaoundéré, etc...



L'ancêtre de la FASA est l'Ecole nationale camerounaise d'agriculture (ENCA) créée en 1960. Sa mutation a débuté en 1962 avec l'Ecole fédérale supérieure d'agriculture et son rattachement à l'université fédérale du Cameroun. En 1972, est ouvert l'Ecole nationale supérieure agronomique. Cinq ans plus tard, l'Institut des techniques agricoles voit le jour au site de l'ancien collège national d'agriculture à Dschang avant la création du Centre universitaire de Dschang en 1988 et la création de l'Université de Dschang en 1993 qui aboutit à la FASA en remplacement de l'Institut national de développement rural.

Depuis 1960, la FASA a donc été créée pour doter le Cameroun de cadres supérieurs capables d'impulser la transformation agricole du Cameroun. Les diplômés de cette faculté se retrouvent donc sur le terrain. Généralement aux ministères en charge de l'agriculture ou de la recherche scientifique. Mais, dans nombre de cas, faute de mieux être, les ingénieurs de la FASA prennent la direction d'autres institutions et organismes pas toujours placés sous le giron direct de l'Etat. Cette mutation tient à l'offre diversifiée de la formation à la FASA et à la couverture du pays. Ainsi, la FASA a ouvert des antennes à Bafia en 2016. Bien

avant, la célèbre école de formation des ingénieurs agronomes avaient des offres de formation à partir de Bambui dans la région du Nord-Ouest, à Belabo dans la région de l'Est, Ebolowa dans la région du Sud, Nkolbisson à Yaoundé région du Centre, Maroua dans la région de l'Extrême-Nord. Pour adapter son offre de formations, la FASA dispose d'une vingtaine de laboratoires de recherche et d'une ferme d'application et de recherche de près de 200 hectares. Parmi les spécialités, l'on retrouve la production animale, l'agriculture, la protection des végétaux, les sciences du sol, la gestion forestière et la problématique de l'envi-

ronnement. La FASA s'implique aussi dans la mécanisation et l'amélioration de la production rurale, l'économie rurale, la vulgarisation agricole et la sociologie rurale.

A côté de la FASA, l'Ecole nationale supérieure des sciences agroindustrielles (Ensaï) est une destination phare de l'université de Ngaoundéré. Créée en octobre 1982 et réorganisée en 1993, cette école a pour mission la formation des ingénieurs de haut niveau dans les techniques industrielles notamment les procédés de la maintenance industrielle. Un cycle de spécialisation permet la formation des ingénieurs en industries agroalimentaires, en maintenance industrielle et en génie environnement. Arrimée au LMD, l'Ensaï de l'université de Ngaoundéré offre un cursus débouchant sur la délivrance des doctorats en génie des procédés, sciences alimentaires, nutrition et chimie industrielle et environnement.

A côté de ces écoles d'enseignements supérieures logées dans les universités d'Etat, d'autres institutions sont ouverts pour des formations débouchant sur le niveau de Brevet de technicien supérieur. Il s'agit des collèges régionaux

d'agriculture (Bambili, Ebolowa, Maroua), des écoles techniques d'agriculture (Abong-Mbang, Bafang, Bambili, Dibombari, Ebolowa, Garoua, Maroua, Nkambe et Sangmelima). Suivant le répertoire des écoles placées sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader) figurent aussi deux Ecoles pour la formation des spécialistes en coopération (Ebolowa et Bamenda), deux autres Ecoles pour la formation des spécialistes en développement communautaire (Santa, Kumba et Guider). La ville d'Ebolowa abrite l'unique Collège régional d'agriculture, alors que Kumba dispose de l'Ecole pour la formation des spécialistes en équipements et aménagements ruraux. En plus de ces offres de formation, l'Institut halieutique de Yabassi est opérationnelle depuis 2010. Cette école fruit de la réforme universitaire de 1993 a vocation à former des jeunes dans la gestion des pêches, de l'aquaculture, la gestion des écosystèmes aquatiques, la transformation et contrôle de qualité des produits et océanographiques. Les diplômés d'ingénieurs, masters et doctorat/ Ph. D sanctionnent les parcours dans les différentes formations.



FINANCEMENT

280 millions de dollars pour la transformation agricole en Afrique

Ces fonds en provenance de quatre organisations américaines serviront à implémenter le Partenariat pour la transformation agricole inclusive en Afrique (Piata).



La fondation Bill & Melinda Gates, la fondation Rockefeller et l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID) sont les principaux acteurs impliqués dans le financement du Partenariat pour la transformation agricole inclusive en Afrique (Piata). Ils fourniront 280 millions de dollars US pour soutenir la transformation agricole dans au moins 11 pays d'Afrique. Il s'agit de manière prioritaire du Ghana, du Nigeria, du Mali, du Burkina Faso, Rwanda, Ouganda, Kenya, Ethiopie, Tanzanie, Malawi et Mozambique. Dans ces pays, l'objectif des investissements américains est d'augmenter les revenus et améliorer la sécurité alimentaire de 30 millions d'exploitations agricoles familiales de petite taille.

L'initiative des donateurs américains s'inscrit en droite ligne de la collaboration avec « l'Agenda de Malabo » adopté par les chefs d'Etat et de gouvernements africains en 2014 avec pour finalité la transformation de l'Afrique. « Nous sommes heureux de faire partie du Piata. Nous considérons cela comme une occasion de davantage faire des partenaires et de leurs énormes réseaux, car nous sommes impatients de déployer les technologies que nous

avons aidées à développer au fil des ans, ainsi que nos connaissances partagées et nos subventions, pour travailler avec nos distingués partenaires » a expliqué Mamadou Biteye, directeur général du bureau régional de la fondation Rockefeller Afrique. Et de poursuivre « qu'ensemble, nous espérons catalyser la recherche de la prospérité de l'Afrique grâce à l'agriculture. Le Piata est vital dans notre volonté de renforcer la résilience des agriculteurs et des systèmes qui les affectent, en particulier à la lumière des défis croissants tels que le changement climatique ».

L'urgence d'une révolution agricole

En effet, selon le Rapport 2017 sur l'état de l'agriculture en Afrique, le continent a besoin d'une révolution agricole qui soit originale et qui relie des millions de petites ex-

La fondation Bill & Melinda Gates investit dans l'agriculture en Afrique

ploitations à des entreprises agroalimentaires. Suivant le schéma, cette réorientation de la manière de faire permettra de créer des chaînes d'approvisionnement alimentaires étendues, des emplois et des opportunités économiques pour de larges segments de la population. Pour les donateurs américains, l'agriculture est encore le meilleur moyen pour une croissance économique africaine inclusive et une réduction de la pauvreté.

Concrètement, Rodger Voorhies, directeur exécutif de la division Croissance et opportunités mondiales de la fondation Bill & Melinda Gates a expliqué : « nous avons connu des progrès impor-

tants là où les pays reconnaissent l'importance cruciale de l'agriculture pour leur développement économique et contribuent à catalyser la transformation agricole avec ces investissements ciblés, des politiques fondées sur des données probantes et des plans nationaux solides ». En cela, aux yeux de la fondation Bill & Melinda Gates, « le Piata est une plate-forme intéressante qui peut aider les pays à prendre l'initiative de la transformation agricole ». C'est pourquoi, selon le directeur exécutif de la division Croissance et opportunités de la fondation Bill & Melinda Gates, l'investissement reflète la volonté d'aider les pays à élaborer des plans de haute qualité liés aux cadres nationaux et continentaux de responsabilisation.

L'agriculture, une affaire du secteur privé

Dans son implémentation, le Piata mettra en place des réseaux solides constitués d'acteurs locaux, du secteur privé et d'agents de mise en œuvre à travers le continent. Grâce à cette plateforme d'importants investissements seront consentis pour accélérer non seulement le développement, mais aussi les affaires. A côté des acteurs locaux, les donateurs américains relève l'importance pour le secteur privé et public à utiliser de nouveaux moyens et de renforcer leur collaboration. Tenant compte de cette approche inclusive, Seans Jones, assistant administrateur adjoint au bureau de la sécurité alimentaire de l'USAID a souligné que « le Piata

offre une nouvelle façon de faire les affaires grâce aux nombreux acteurs publics et privés qui s'efforcent d'assurer la sécurité alimentaire et la croissance économique ».

Réaffirmant la place centrale du secteur privé, l'assistant administrateur adjoint de l'USAID explique que « l'agriculture est, dans son essence, une entreprise du secteur privé et l'un des meilleurs paris pour la création d'emplois et la croissance inclusive, si les bonnes politiques et les investissements permettent au secteur privé de s'épanouir ». C'est pourquoi, selon l'USAID, le Piata « offre un mécanisme novateur pour débloquent cet investissement et réaliser bon nombre d'objectifs énoncés dans la stratégie mondiale de sécurité alimentaire approuvée » par le Congrès américain.

En accueillant le nouveau partenariat pour la transformation inclusive agricole en Afrique, le Dr Agnès Kalibata, présidente de l'Alliance pour une rénovation verte en Afrique (Agra) a indiqué que le Piata s'accompagnera de progrès importants dans la transformation agricole par rapport à la dernière décennie. Elle considère donc que « le Piata sera essentiel pour réunir des acteurs clés afin de soutenir les gouvernements dans leur de débloquent complètement le potentiel de l'agriculture et de l'agro-industrie de l'Afrique en tant que moteurs les plus sûrs de la création d'emplois et de la transformation économique intégrale du continent ».

Pierre Nka

THE
ROCKEFELLER
FOUNDATION

TENSION SOCIALE

Les ex-employés de « Le bus » de nouveau en colère

Ils réclament 836 millions à l'Etat, soit 16 mois d'Arriérés de salaires et de droits sociaux non payés. Ils ont fait un sit-in devant le siège de l'entreprise de transport urbain Stecy hier.

Après les manifestations du 16 novembre 2016, les ex-employés de « Le bus » ont de nouveau pris d'assaut hier matin l'entrée principale de la Société de transport et d'équipements collectifs de Yaoundé (Stecy SA) sise à Bata Nlongkak à Yaoundé empêchant ainsi toute activité. Sur les raisons du sit-in, une affiche tenue par quelques employés en dit long. « 16 mois et demi d'arriérés de salaires et de droits sociaux de licenciement non payés, exécutez la décision du Chef de l'Etat et les hautes instructions du Premier ministre Chef du gouvernement, nous sommes 125 morts-vivants à Nlongkak, payez nous afin que nous puissions inscrire nos enfants à l'école, etc. » Ce sont entre là quelques raisons de la colère des ex-employés de la société « Le bus ». « L'Etat a décidé de fermer la so-

ciété (Le Bus) et les arriérés de salaires vont déjà à 16 mois et demi. Depuis lors, le délégué du personnel ne cesse d'écrire à qui de droit : le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Finances, les syndicats, le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé, bref tout ceux qui sont impliqués dans la gestion de notre situation. Le délégué du gouvernement nous avait promis en 2016 lors d'une réunion que la nouvelle société ne pouvait pas se mettre en place sans qu'on ne règle notre situation. Or, la nouvelle société est fonctionnelle et nous ne sommes pas toujours rentrés dans nos droits », raconte un ex-employé.

La situation qui perdure a déjà bouleversé les familles de ceux qui estiment avoir servir la nation avec patriotisme. « Nos enfants ne par-



tent pas à l'école, certains collègues expulsés dans les maisons pour non-paiement du loyer dorment on ne sait où, d'autres sont morts par manque de soins et les foyers des jeunes mariés sont détruits au quotidien », affirme courroucer un autre ex-employé. Ce dernier affirme par

Quelques ex-employés lors du sit-in

ailleurs qu'une réunion interministérielle a eu lieu le 5 juillet 2017 et les assurances avaient été données que leurs droits seront payés avant la

rentrée scolaire. « La réunion a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint des services du Premier ministre, du Secrétaire général du ministère des Finances, du représentant du ministère des Transports et du Secrétaire général du ministère du Travail. Cependant jusqu'ici, aucune promesse n'a été tenue. Mercredi dernier, nous avons fait un sit-in au Minfi. Le SG dudit ministère nous a reçu et nous a donné rendez-vous vendredi. Ce jour-là, il nous a dit que les données ont changé parce qu'un nouveau liquidateur a été nommé et que ce n'est qu'après le rapport du liquidateur qu'on verra notre situation. Le Premier ministre a déjà envoyé 5 correspondances au Minfi pour qu'on nous paye, mais rien. Il a envoyé la dernière correspondance le 11 août 2017. Nous réclamons environ 836 millions d'arriérés de salaires et de droits sociaux à l'Etat », explique un ex-employé. Pour le moment, les 124 ex-employés de « Le bus » espèrent à nouveau être reçus par le Premier ministre. Just wait and see.

Hervé Fopa Fogang

DONS

Isaac Ngahane fait sa rentrée scolaire à Douala III^{ème}

Ce lundi 11 septembre 2017 à Douala, le président la Commission éducation, formation professionnelle et jeunesse à l'Assemblée nationale a remis le paquet minimum à 9 lycées, et a appelé à une reprise des cours dans la partie anglophone du pays.



« Un enfant ne saurait rester à la maison parce que les adultes ont des querelles. Sa place est à l'école, parce qu'un enfant qu'on éduque est un homme qu'on gagne », a déclaré l'honorable Isaac Ngahane, ce lundi 11 septembre 2017 à Douala, lors de la remise du matériel didactique à plusieurs établissements de l'enseignement secondaire de la capitale économique. Le président de la Commission éducation, formation professionnelle et jeunesse à l'Assemblée nationale faisait ainsi référence aux tensions qui freinent depuis quelques jours la reprise se-

reine des cours dans les deux régions anglophones du pays, que sont le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.

Lors du lancement officiel de la rentrée scolaire 2017/2018, cet élu RPDC de la circonscription électorale de Wouri Est était aux côtés du ministre des Enseignements secondaires (Minesec), Jean Ernest Mas-séna Ngallè Bibébé, afin de soutenir la sensibilisation des parents et toutes les forces vives des régions anglophones du pays sur l'importance de l'école dans la vie d'un enfant. « Un enfant peut ne peut pas trouver du travail à la fin de son cursus scolaire, mais il est certain qu'il en trouvera un jour. Ce qui n'est pas le cas de l'enfant qui n'a pas eu la chance d'aller à l'école », a-t-il indiqué, répondant ainsi indirectement à ceux parmi les au-

L'hon. Isaac Gahane (à gauche) remettant, hier à Douala 3^{ème}, le paquet minimum au proviseur du Lycée de Ndoghem, Caroline Nouma.

teurs des tensions dans cette partie du pays, qui ont à un moment donné soutenu « qu'il ne sert à rien d'envoyer les enfants à l'école, puisqu'il n'est pas certain qu'ils seront insérés dans le tissu socioprofessionnel ».

Une semaine après le démarrage de l'année scolaire 2017/2018, dans le primaire et le secondaire au Cameroun, ce militant du RPDC à Douala III^{ème}, par ailleurs membre du comité central du parti au pou-

voir, a tenu à apporter son soutien aux différents responsables de 09 lycées de Wouri Est, et particulièrement ceux de Douala III^{ème} pour un début. Même s'il entend entendre cette action aux autres arrondissements du département. En tout, ce sont donc 06 cartons de craie « Robercolor » de couleur blanche et 02 cartons de rames de papiers, qui ont été remis à chacun des neufs lycées de la circonscription électorale de Wouri Est. Soit en tout 54 cartons de craies et 18 cartons de rames de papiers. Et les lycées qui ont ainsi bénéficié de ce geste de générosité sont, le Lycée de Ndoghem, Lycée de Nyalla, Lycée de Brazzaville, Lycée d'Oyack,

Lycée bilingue de Bobongo, Lycée technique de Koumassi, Lycée d'enseignement général de Ndo-passi, Lycée de Japoma, et le Lycée de Ngodi Bakoko. « Le premier critère de choix, c'est le classement de l'Office du bacc (OBC). Depuis trois ans, le Lycée de Bobongo est le premier lycée de Douala 3^{ème}. Hormis le classement de l'Office du bacc, on s'est dit qu'il fallait prendre en compte les effectifs dans les lycées. Voilà les deux critères sur lesquels nous nous sommes appuyés pour faire le choix des établissements devant recevoir ces paquets minimums », explique un proche collaborateur de l'homme politique. Pendant la visite des différents établissements, l'honorable Isaac Ngahane s'est, à chaque fois, assuré d'écouter les différents défis que rencontrent leurs responsables. Au Lycée de Nyalla par exemple, le proviseur, est confronté à trois problèmes : la présence d'une maison d'habitation dans l'enceinte du lycée, la proximité du lycée avec la route reliant le carrefour Ndokotti à la nationale n°3, et la présence d'une église de réveil qui perturbe la quiétude des élèves et des enseignants. Trois difficultés que l'élu de la nation a promis de répercuter au niveau des départements ministériels concernés.

JRD

ÉVÉNEMENTIEL

La Fiac, l'autre Promote à Douala

La fondation Interprogress prépare la première édition de la Foire internationale des affaires et du commerce qui se tiendra à Douala du 24 mars au 8 avril 2018.

Les mêmes acteurs, mais un nouveau contexte. Le salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat qui se tient depuis 2002 est rentré dans l'imagerie populaire. Mais là, la Fondation Interprogress est en train de concocter un nouvel événement destiné au monde des affaires et du commerce (Fiac). La raison d'être de cette rencontre est de « répondre aux attentes des milieux d'affaires camerounais et étrangers, sur le besoin d'organiser une manifestation de promotion commerciale sous la forme d'une foire », explique le ministre du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana, dans un document de présentation de l'événementiel. Et c'est Douala, grande métropole économique et porte d'entrée de la sous-région, qui va accueillir la manifestation du 11 mars au 8 avril 2018. Pour lancer les préparatifs, le Mincommerce, en sa qualité de mandant du gouverne-

ment, tient une conférence de presse mercredi prochain. La Fiac doit être considérée comme une opportunité de forte visibilité pour les produits Made in Cameroon et encourager la consommation locale, note le Mincommerce. La rencontre est ouverte à tous les acteurs de l'économie formelle, à savoir les grandes entreprises, les grandes enseignes commerciales, les PME-PMI, les grossistes, des négociants étrangers jusqu'aux entreprises artisanes. Les grands secteurs de production sont notamment mis en avant, entre autres l'habitat et le mobilier, l'électroménager, les ordinateurs et les Smartphones, la décoration, la gastronomie, la lingerie, les banques et assurances, la bureautique... « Il s'agit de créer une véritable plateforme du "mieux vendre" et du mieux consommer », précise Pierre Zumbach, président de la fondation internationale Interprogress. Selon ce dernier, l'organisation prend des dispositions



pour aménager pour cette première édition de la Fiac, un site moderne, fonctionnel et attractif. Annoncée sur une superficie de 35 000 m², la Fiac se présente comme la plus grande plateforme commerciale d'Afrique centrale et un rendez-vous biennal incontournable entre les marques et les consommateurs. Quoique réunissant également le monde des affaires, la Fiac se diffère du salon Promote. Ce dernier fait la

part belle aux échanges, notamment à travers les rendez-vous d'affaires B to B, les soirées réseautage, alors que la Fiac privilégie la vente, d'où l'appellation de foire. Mais les organisateurs voient une complémentarité entre Promote qui se tient les années impaires et la Fiac, les paires. Selon Pierre Zumbach, c'est une opportunité pour les entreprises soucieuses de se rapprocher d'un plus grand public de

consommateurs et de partenaires de présenter, tester, offrir et vendre leurs produits et services à grande échelle. L'ambition étant de créer une sorte de marché où les consommateurs peuvent trouver ce qu'ils sollicitent, les grossistes et les détaillants. Il s'agit pour les organisateurs d'offrir un regard neuf sur l'art de vendre et de consommer.

Ruben Tchounyabe

DISTINCTION

Un Camerounais retenu pour « LaRoutedelaCom »

Eric Leonel Loumou fait partie des 60 diplômés en communication sélectionnés pour la première édition de LaRoutedelaCom, une initiative du Cercle des communicants francophones.

Créer un réseau de jeunes communicants francophones dynamiques à parrainer par des experts internationaux des métiers de la communication. C'est l'objectif du projet #LaRoutedelaCom lancé par le Cercle des Communicants francophones. La première édition a permis de sélectionner 60 étudiants et diplômés en communication issus de plusieurs pays francophones, à savoir la Belgique, Haïti, Sénégal, Québec, Cameroun, Mali, Niger, Togo, Tchad, Ile-Maurice, Bénin, Côte d'Ivoire, Maroc, et la France. Ils seront confiés



chacun à un parrain pour un coup de pouce dans leur compréhension du secteur de la communication, et un appui à l'insertion professionnelle. L'opération sera lancée le 12 octobre prochain à la mairie de Paris.

Au Cameroun, c'est Eric Leonel Loumou qui est retenu pour cette première édition de La Route de la Com. Etudiant en cycle master Communication et coopération internationale à l'Esstic et vainqueur du concours Thermo Pub en 2014,

il a quelques expériences dans le domaine. Le diplômé de l'Esstic en Communication des Organisations est responsable de la communication pour le développement à More women in politics. Eric Leonel a officié comme communicateur électoral lors des élections municipales et législatives de 2013 à Elecram. Par ailleurs assistant communication en charge des Relations avec la presse à « Miss Cameroun » sur deux ans et Relationniste bénévole au Festival Écrans Noirs. Comme

lui, chaque jeune parrainé devra faire découvrir à son parrain/marraine une initiative de communication originale (une action, un outil, une campagne...). Il devra aussi réaliser une interview de son parrain/marraine pour le Cercle des Communicants Francophones. Il devra également partager son expérience avec son parrain/marraine sur les réseaux sociaux du Cercle (#LaRouteDeLaCom).

Le Cercle des Communicants Francophones (le CCF) a vu le

jour à Paris, en août 2014. Tout est parti d'un constat : alors que la langue française est un outil de communication partagé dans le monde entier, en France on regarde rarement ce qui se passe dans les autres pays francophones en matière de communication. « Nous espérons que La Route de la Com' permettra de semer une petite graine humaniste dans le monde de la communication, de cultiver un nouvel état d'esprit, basé sur l'entraide, le partage d'expériences et l'ouverture à l'Autre », déclare Damien Arnaud, président fondateur de cette association. A travers la réalisation d'interviews et d'émissions sonores, la publication de tribunes et la rédaction d'articles, le CCF vise donc à favoriser le dialogue, à créer le débat et à partager les meilleures expériences. Les thèmes de prédilection sont la communication publique, la communication politique, le marketing territorial, la communication interne, la communication de crise.



*Rassembler pour refonder,
un Gicam plus influent,
plus combatif !*

BUSINESS ADVISORY SERVICES FORMATIONS 2017

Thème : **COMMENT REUSSIR SA PROSPECTION COMMERCIALE ?**

Dates : du 28 au 29 septembre 2017

Horaires : 09 h - 17 h

Lieu : Siège du GICAM, Bonanjo (Douala)

Effectif : 15 - 20 personnes

Tarifs : 150 000 F CFA HT/ personne (PME)
250 000 F CFA HT/ personne (grandes entreprises)

CONTENU

- Organiser sa prospection
- Obtenir les rendez-vous de prospection qualifiés
- Réussir le premier entretien en face-à-face
- Assurer le suivi de sa prospection

OBJECTIFS

- Organiser son action de prospection
- Obtenir des rendez-vous de prospection qualifiés
- Donner envie au prospect de changer de fournisseur
- Optimiser son effort commercial

PUBLICS-CIBLES

- Directeurs généraux
- Directeurs
- Chefs de départements
- Chefs de services
- Cadres
- Commerciaux, ingénieurs commerciaux, ingénieurs d'affaires
- Toute personne en charge de la prospection commerciale ou devant relever un challenge de prospection

METHODOLOGIE

- Exposés
- Etude de cas
- Exercices
- Partage d'expérience

Pour tous renseignements et information complémentaires, contacter le responsable du Business Advisory Services

Tél. : +237 2 33 42 31 41 / Fax : +237 2 33 43 38 80 / Port : +237 6 96 09 93 09

E-mail : nndimbere@legicam.cm / gicam@legicam.cm

Tu fais encore
quoi là-bas?

Viens chez nexttel
et profite des nouvelles offres*
JACKPOT PRO !

* Pour les nouveaux abonnés



DATA, APPELS ET SMS NON-STOP

Souscris à **JACKPOT PRO**
à partir de **5000F** et bénéficie

jusqu'à
18Go de data

4000F
pour les appels
internationaux

jusqu'à
40 000F
pour les appels neXttel

950F
pour les SMS
vers tous les
réseaux locaux



NEXTTEL TV



PENDANT

30 JOURS

Composez ***860#**

Vérification des bonus : *860*1#
*Vérification du bonus SMS all net : *801*1#

nexttel

www.nexttel.cm

nexttelcameroon
@nexttel_Camer

INFOLINE
669 900 000
(Tarifs standard applicables)